

Tribune du Monde : « En déréglementant les pesticides chimiques, la Commission européenne ferait reculer l'Europe de trente ans »

Bruxelles envisage une réforme majeure de la réglementation sur les pesticides au nom de la « simplification ». Mais selon 114 organisations environnementales réunies dans une tribune publiée par *Le Monde*, cette initiative risque de compromettre des décennies de politiques sanitaires et écologiques. Elles dénoncent un retour en arrière au profit de l'industrie agrochimique.

Sous couvert de « simplification » réglementaire, la Commission européenne prépare une profonde réforme des règles encadrant les pesticides, provoquant une levée de boucliers parmi les ONG environnementales. Dans une tribune publiée par *Le Monde*, un collectif de 114 organisations, emmené par Nadine Lauverjat de Générations Futures, dénonce un projet qui ferait « reculer l'Europe de trente ans » en matière de protection de la santé et de l'environnement.

Le texte contesté, intégré à un vaste dispositif législatif baptisé « omnibus », permettrait de modifier simultanément plusieurs règlements européens, dont celui sur la sécurité alimentaire. Inspiré d'un rapport du commissaire hongrois Oliver Varhelyi, il supprimerait le réexamen périodique des substances chimiques actuellement imposé tous les dix à quinze ans. Une décision lourde de conséquences : la plupart des pesticides seraient ainsi autorisés sans limite de durée, sans prise en compte des nouvelles connaissances scientifiques sur leur toxicité.

Les défenseurs de l'environnement rappellent que ces réexamens réguliers ont permis d'interdire, depuis 2011, plusieurs substances nocives comme le chlorpyrifos, le mancozèbe ou le chlorothalonil, reconnues pour leurs effets graves sur la santé humaine et sur l'eau potable. À leurs yeux, mettre fin à cette procédure reviendrait à ignorer sciemment les avancées scientifiques et à prolonger la présence de produits dangereux dans les champs et les nappes phréatiques européennes.

Pour les signataires — parmi lesquels Greenpeace, France Nature Environnement, la Ligue contre le cancer ou l'association Santé Environnement France dont fait partie le Dr Eric MENAT président de l'AIMSIB —, la proposition de la Commission tourne le dos aux récentes décisions de justice pointant déjà les lacunes des évaluations de pesticides. Ils appellent à une mobilisation citoyenne, redoutant qu'en affaiblissant les contrôles au profit des intérêts industriels, l'Union européenne ne compromette des décennies de progrès en matière de santé publique et de protection de la nature.

Sources :

[Article du Monde](#)

[Rapport Varhelyi – Conseil de l'UE](#)

[Générations Futures – Omnibus sécurité alimentaire](#)

[Règlement \(CE\) n° 1107/2009](#)